

**NOTES
DE L'IFRI**

OCTOBRE
2026



De l'Afrique à l'Ukraine : enquête auprès de prisonniers de guerre africains

Thierry VIRCOULON

Centre Afrique
subsaharienne

Centre Russie/
Eurasie

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1289-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Thierry Vircoulon, « De l’Afrique à l’Ukraine : enquête auprès de prisonniers de guerre africains », *Notes de l’Ifri*, Ifri, octobre 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l’Ifri, enseignant et consultant. Ancien élève de l’École nationale d’administration (ENA) et titulaire d’un Master en science politique de la Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d’Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group. Ses travaux portent notamment sur les relations entre la Russie et l’Afrique.

Résumé

Les conclusions essentielles de cette recherche sont les suivantes :

- Les autorités russes mènent une campagne de recrutement de combattants non professionnels en Afrique subsaharienne en utilisant la plupart du temps le mensonge (fausses offres d'emploi) et la contrainte.
- Les recrues étrangères sont utilisées comme « chair à canon » ; elles ne sont pas entraînées pour cette guerre et leur expérience du front est très brutale.
- Les combattants africains détenus en Ukraine ne font pas partie des échanges de prisonniers entre Kiev et Moscou et, à quelques exceptions près, ne semblent pas être réclamés par leurs gouvernements respectifs. Leur avenir est donc très incertain.
- En général, les gouvernements africains qui veulent mettre fin aux recrutements russes ne s'expriment pas publiquement, mais privilégient des contacts discrets avec Moscou.
- Les autorités russes ont un discours à géométrie variable sur ces recrutements et, contrairement à leurs affirmations, elles ne semblent pas y avoir mis fin.
- Les autorités ukrainiennes misent sur la coopération avec les gouvernements africains pour réduire les recrutements.
- Dans certains pays africains, les recrutements russes deviennent un enjeu politique, avec des effets favorables ou défavorables pour les gouvernements en place.
- Les États africains disposent d'une série de mesures policières et judiciaires pour lutter contre ces recrutements et pourraient demander à juger leurs concitoyens prisonniers en Ukraine.

Abstract

The key findings of this research are as follows :

- The Russian authorities are conducting a campaign to recruit non-professional combatants in sub-Saharan Africa, frequently employing deception (false job offers) and coercion.
- Foreign recruits are used as “cannon fodder”; they are not trained for this war, and their experience at the front is extremely brutal.
- African fighters held in Ukraine are not included in prisoner exchanges between Kyiv and Moscow, and—with few exceptions—their own governments are not motivated to get them released. Their future is therefore highly uncertain.
- In general, African governments that wish to put an end to Russian recruitment efforts do not speak out publicly but instead favor discreet contacts with Moscow.
- The Russian authorities’ stance on these recruitments is inconsistent, and contrary to their claims, they do not appear to have put an end to them.
- The Ukrainian authorities are relying on cooperation with African governments to reduce recruitment by Russia. In some African countries, Russian recruitment efforts are becoming a political issue, with either favorable or unfavorable consequences for the incumbent governments.
- African states have a range of police and judicial measures at their disposal to combat such recruitment, and they could ask for the repatriation of their citizens who are prisoners in Ukraine in order to try them.

Sommaire

INTRODUCTION	6
DU RECRUTEMENT AU FRONT : LES PARCOURS DES COMBATTANTS AFRICAINS DANS L'ARMÉE RUSSE	9
Campagne de recrutement de combattants non professionnels en Afrique subsaharienne.....	9
Des méthodes utilisant souvent basées le mensonge et la contrainte ...	11
Les recrues étrangères sont utilisées comme « chair à canon »	13
LES PROBLÈMES HUMAINS, DIPLOMATIQUES ET POLITIQUES CRÉÉS PAR LES RECRUTEMENTS EN AFRIQUE	15
Après leur capture, le devenir incertain des prisonniers africains	15
Le rapatriement des combattants et des prisonniers : diplomatie publique versus diplomatie secrète	17
La politisation du problème des recrutements russes.....	19
CONCLUSION	21
ANNEXE	24

Introduction

Quand, en novembre 2025, T. W. a reçu une lettre d'invitation pour se rendre en Russie, il n'arrivait pas à le croire. En septembre, il avait rencontré à l'hôpital où il travaillait comme infirmier, à Kampala, une jeune femme russe malade. Une fois cette dernière repartie en Russie, ils avaient continué à correspondre à distance sur les réseaux sociaux. À sa grande surprise, elle l'a invité à venir étudier et travailler dans son pays. Elle se proposait même de payer son billet d'avion. Heureux de cette opportunité, T. W. n'a prévenu ni sa famille ni son employeur de son départ. Il a obtenu son visa en trois jours et est arrivé en Russie le 7 décembre. Mais à la place de la jeune femme qu'il attendait, c'est un homme qui est venu le chercher à l'aéroport et l'a conduit directement dans un bureau de recrutement de l'armée russe. Le 4 janvier 2026, il faisait partie d'un groupe de cinq combattants déployés sur le front. Le 8 janvier, il a été blessé par un drone et laissé pour mort sur le champ de bataille. Accompagné d'un concitoyen, il s'est caché et a erré jusqu'à un village inconnu. Il s'agissait d'un village ukrainien où ils ont tous les deux été faits prisonniers le 14 janvier. T.W. n'aura été au front que dix jours.

Les 28 et 29 octobre 2026 à Moscou, le troisième sommet Russie–Afrique (après celui de 2019 à Sotchi et de 2023 à Saint-Petersbourg) va célébrer rituellement l'amitié et la coopération russo-africaines. Mais même si la politique russe de recrutement d'Africains pour combattre en Ukraine ne figurera pas à l'agenda officiel, l'ombre de ce problème viendra obscurcir le sommet. Il sera probablement abordé par certains représentants africains dans les coulisses de cette rencontre. En effet, après avoir été soigneusement dissimulée, la politique russe de recrutement d'Africains pour la guerre en Ukraine est aujourd'hui très largement documentée et médiatisée. Les investigations journalistiques et les déclarations d'officiels africains, de recrues et de leurs familles sont désormais si nombreuses que le régime russe a dû reconnaître la présence de combattants africains dans son armée¹.

En décembre 2025, l'Institut français des relations internationales (Ifri) a publié une *Note*² sur la politique de recrutement de la Russie en Afrique (à la fois de combattants et de jeunes travailleuses pour les usines d'armement de la zone d'Alabuga). Cette analyse était principalement basée sur des interviews, notamment avec des Africains dans les rangs de l'armée russe, des membres de leurs familles et des candidats au départ. Ce nouveau

1. Voir la conférence de presse conjointe des ministres des Affaires étrangères de Russie et du Kenya, « Russia Rules Out Compensation for Kenyans in Its Military », Citizen TV Kenya, 16 mars 2026, disponible sur : www.youtube.com.

2. T. Vircoulon et H. Givone, « La politique russe de recrutement de combattants et d'ouvrières en Afrique subsaharienne », *Notes de l'Ifri*, Ifri, 18 décembre 2025, disponible sur : www.ifri.org.

travail, qui resserre l'analyse sur les seuls combattants, s'inscrit dans son prolongement, tout en recourant à de nouvelles sources : les combattants africains capturés et détenus en Ukraine.

Les témoignages des Africains prisonniers de guerre en Ukraine sont le point de départ de cette étude. Ils expriment l'impasse dans laquelle se trouvent les Africains venus prendre part, volontairement ou non, à une guerre en Europe. En effet, le recrutement dans l'armée russe de combattants étrangers, civils pour la plupart, est loin d'être un phénomène négligeable et occasionnel. D'une part, ce recrutement s'élèverait à plusieurs dizaines de milliers de personnes³ ; d'autre part, cette politique comporte une partie visible (recrutements de volontaires⁴) et une partie invisible (recrutements abusifs par ruse et coercition). Cette forme d'internationalisation du conflit s'avère particulièrement problématique. Elle se distingue du recours habituel au mercenariat⁵ et pose donc des problèmes inédits et complexes se situant à la frontière du droit et de la politique internationale.

Cette *Note* confirme les principales conclusions de la recherche précédente sur la politique de recrutement (première partie), présente les problèmes diplomatiques, politiques et humains que suscite cette politique (seconde partie) et se termine par des réflexions prospectives sur l'évolution de la politique russe de recrutement d'étrangers et l'évolution des réponses des États africains face à ce problème.

Ce travail est le résultat d'une dizaine d'entretiens menés dans un centre de détention de prisonniers de guerre en Ukraine en juin 2026. Arrivés en Russie en 2024 et 2025, la plupart de ces prisonniers ont été capturés sur le front pendant l'hiver 2025-2026. Ces rencontres, rendues possibles par les autorités ukrainiennes, se sont déroulées en présence d'un représentant du service ukrainien chargé des prisonniers de guerre (*Coordination Headquarters for the Treatment of Prisoners of War*). Les conditions de recueil de ces témoignages ont été conformes au droit des prisonniers de guerre, tel que défini par la Convention de Genève relative au traitement des

3. Selon les autorités ukrainiennes, plus de 28 000 étrangers ont été recrutés dans l'armée russe et plus de 5 000 sont morts au front depuis le début de la guerre. Plus de détails disponibles sur : <https://stoprussianrecruiters.org>. Voir en fin de publication l'annexe sur les diverses estimations d'étrangers morts au front.

4. L'armée russe recrute officiellement des étrangers ayant entre 18 et 60 ans en leur promettant la citoyenneté deux semaines après la signature de l'engagement, un paiement forfaitaire de 23 000 à 50 000 dollars, une indemnité de 30 000 dollars en cas de blessure et des avantages sociaux pour toute la famille. Voir « Service militaire sous contrat en Russie pour les citoyens étrangers », disponible sur : <https://russian-army.com> ; « Russia Increases Recruitment of Foreign Fighters Through Targeted Social Media Campaigns », ABC, 7 décembre 2025, disponible sur : www.abc.net.

5. Selon l'article 47 du protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1977 en droit international humanitaire, et par la Convention internationale de l'ONU de 1989 en droit international public, « la qualification de mercenaire requiert le cumul de six critères stricts, incluant notamment un recrutement spécifique pour le combat, une participation directe aux hostilités, et une motivation financière nettement supérieure à celle des forces régulières. De plus, le mercenaire ne doit être ni ressortissant d'une partie au conflit, ni membre de ses forces armées, ni en mission officielle pour un État tiers. ». Voir « Mercenaires », *Dictionnaire du droit humanitaire*, disponible sur : <https://dictionnaire-droit-humanitaire.org>.

prisonniers de guerre, adoptée en 1949⁶. Les conditions et la finalité de l'entretien ont été expliquées aux personnes interrogées avant de leur demander leur accord. Comme ils en avaient le choix, certains ont refusé d'être interviewés et tous ceux qui ont accepté ont souhaité rester anonymes. L'auteur et l'Ifri tiennent à remercier tous ceux qui ont contribué, directement ou indirectement, à cette étude.

6. Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949.

Du recrutement au front : les parcours des combattants africains dans l'armée russe

Les témoignages des prisonniers de guerre permettent de documenter le parcours qui mène d'un pays africain au champ de bataille européen et constituent une contribution à l'ethnographie de l'internationalisation de cette guerre. Leurs informations corroborent les récits de ceux qui ont eu la chance de rentrer dans leur pays⁷ et les principales découvertes de la première étude, à savoir que :

- les autorités russes mènent une campagne de recrutement de combattants non professionnels en Afrique subsaharienne ;
- les méthodes de recrutement reposent la plupart du temps sur le mensonge (fausses offres d'emploi) et la contrainte ;
- les recrues étrangères sont utilisées comme « chair à canon ».

Campagne de recrutement de combattants non professionnels en Afrique subsaharienne

Le recrutement est l'œuvre d'une organisation invisible capable de financer les voyages des migrants, d'obtenir rapidement des visas auprès des consulats russes et de prendre en charge les émigrés dès leur arrivée en Russie. Tout cela ne pourrait être organisé sans implication directe de l'État russe.

La prise en charge du coût du voyage était intégrale pour la plupart des prisonniers interviewés, seuls quelques-uns ont dû participer partiellement à l'achat de leur billet d'avion. Les recruteurs peuvent être africains ou russes. Les recruteurs russes agissent parfois en Afrique et parfois à partir de la Russie *via* les réseaux sociaux⁸. Parmi les prisonniers interviewés, deux Ougandais ont été approchés par des Russes qui se sont présentés comme des voyageurs d'affaires et des touristes en Ouganda⁹. Au Zimbabwe et au Kenya, des citoyens russes ont d'ailleurs été arrêtés par la police. À Nairobi,

7. « 11 SA Men Stranded in Russia Arrive Home », SABC News, 25 février 2026, disponible sur : www.youtube.com.

8. Outre les réseaux sociaux classiques, deux Sud-Africains ont été recrutés en ligne dans des communautés de *gamers*. Voir « Russia Recruited South Africans for Its War Using a Gaming App », Bloomberg, 6 janvier 2026, disponible sur : www.bloomberg.com.

9. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026.

en 2025, la police a arrêté un entrepreneur russe qui a été relâché et a vite quitté le Kenya¹⁰. Cette année, deux citoyens russes – un homme et une femme – ont été interpellés au Zimbabwe pour trafic d'êtres humains et ont été présentés à la justice¹¹.

Des agences locales spécialisées dans les séjours touristiques et professionnels à l'étranger jouent souvent le rôle d'intermédiaires et les consulats russes délivrent les visas en quelques jours seulement. Les Africains voyagent seuls ou en groupe et transitent par Dubaï, Addis-Abeba ou Istanbul¹².

La prise en charge des migrants africains s'effectue dès leur arrivée à l'aéroport russe. Ils sont accueillis soit par leur recruteur russe, soit par un tiers envoyé par celui-ci. Ils sont emmenés très rapidement après leur arrivée pour signer leur contrat d'engagement en russe, sans traduction. S'ils refusent de signer ce contrat avec l'armée, ils sont menacés d'être envoyés en prison sous divers prétextes (dettes car ils doivent rembourser leur billet ou séjour irrégulier car leur visa est annulé¹³). En cas de refus, ils sont effectivement arrêtés et emprisonnés : un Sud-Africain ayant refusé de s'engager est ainsi mort cette année en prison en Russie¹⁴. Après un *check-up* médical, un compte bancaire est ouvert pour eux à la Promsvyazbank (PSB), accessible par téléphone mobile. Cette banque, qui a été nationalisée en 2018, est directement liée au ministère de la Défense russe et au financement du complexe militaro-industriel russe¹⁵. Elle est présidée par Piotr Fradkov, fils de Mikhaïl Fradkov, ancien Premier ministre qui a également dirigé le SVR (service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie) de 2007 à 2016, et est utilisée par le ministère russe de la Défense pour verser les soldes et les primes aux militaires. Elle opère aussi en Crimée et dans les « républiques » de Donetsk et Louhansk, ainsi que dans les régions de Kherson et Zaporijjia, ce qui en fait *de facto* la banque d'occupation. Tant la banque que son président Petr Fradkov sont sanctionnés par les États-Unis, l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni¹⁶.

10. Entretien téléphonique avec un journaliste, Nairobi, juillet 2026.

11. L. B. Harris, « Zim Arrests Russia Recruiters, Struggles to Repatriate Deceased », CITE Zimbabwe, 3 août 2026, disponible sur : <https://cite.org.zw> ; « Zimbabwe Probes Russian War Recruiting Schemes », Africa Defense Forum, 4 août 2026, disponible sur : <https://adf-magazine.com> ; « Russian Arrested in Zimbabwe over "War Recruitment" Plot », Bulawayo24 News, 5 juin 2026, disponible sur : <https://bulawayo24.com>.

12. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026.

13. *Ibid.*

14. « Remains of South African Man Who Died in Russia Return Home », Newzroom Afrika, 14 juin 2026, disponible sur : www.youtube.com.

15. À l'origine, ses actionnaires majoritaires étaient les frères Alexeï et Dmitri Ananiev (88,25 %), aux côtés de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Après sa nationalisation en 2018, les frères Ananiev ont fui la Russie et font l'objet de poursuites pénales russes pour détournement de fonds. Entretien avec un spécialiste de la Russie, Paris, juin 2026.

16. « Promsvyazbank Public Joint Stock Company », Specially Designated Nationals and Blocked Persons List, Office of Foreign Assets Control (OFAC), U.S. Department of the Treasury, disponible sur : <https://sanctionssearch.ofac.treas.gov> ; « Petr Mikhailovich Fradkov », *ibid.*, disponible sur : <https://sanctionssearch.ofac.treas.gov>.

Des méthodes utilisant souvent basées le mensonge et la contrainte

Dans un monde où six pauvres sur dix sont Africains¹⁷, ces derniers appartiennent à la masse des candidats à l'émigration. D'après le Centre pour la coordination du traitement des prisonniers de guerre, 2 982 Africains originaires de 37 pays ont été recrutés par l'armée russe¹⁸. Presque tous les prisonniers de guerre interviewés sont des travailleurs pauvres en milieu urbain (infirmier, électricien, instituteur, etc.). Les recruteurs les piègent en leur promettant un emploi expatrié bien rémunéré, qui constitue un tremplin vers une vie meilleure. Certains prisonniers interviewés avaient déjà tenté d'émigrer en Europe, en vain. L'un d'eux avait eu une expérience d'expatriation professionnelle dans le secteur de la sécurité au Moyen-Orient (garde) et cherchait à la réitérer. Pour d'autres, il s'agissait de leur premier déplacement hors du continent africain¹⁹.

Si certains ont eux-mêmes cherché sur internet des opportunités de travail en Russie, d'autres ont été approchés directement par des recruteurs africains ou russes. La méthode de recrutement la plus commune est la proposition d'emploi, mais certains ont aussi été « invités » à des événements en Russie (compétition sportive, *business workshop*...). Les emplois promis pour les appâter étaient de faible qualification, tels que chauffeur, gardien, ouvrier sur des chantiers de construction, etc. Mais à leur arrivée, la seule proposition de travail était un engagement dans l'armée russe²⁰.

Parmi les Africains venus en Russie pour étudier à l'université ou suivre des formations professionnelles et qui se sont retrouvés dans les rangs de l'armée russe, certains ont été séduits par le salaire et la promesse de naturalisation offerts aux engagés étrangers. Ces offres sont très tentantes pour des travailleurs précaires ou des étudiants étrangers, qui abandonnent ainsi leur projet de formation pour s'engager. Ils signent généralement un contrat d'engagement d'un an. En revanche, des résidents africains accusés de délits et arrêtés par la police russe ont été forcés de s'engager²¹. Confrontés à l'alternative « la prison ou l'armée », ils ont opté pour la seconde, conscients de la réputation des prisons russes. Parmi ceux qui se sont engagés au cours de leur séjour en Russie, il y a donc deux catégories distinctes : les engagés volontaires et les « malgré-nous ».

17. « L'extrême pauvreté dans le monde ne recule plus », Observatoire des inégalités, 13 mai 2025, disponible sur : www.inegalites.fr.

18. Information du ministère ukrainien des Affaires étrangères.

19. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026.

20. *Ibid.*

21. *Ibid.* ; « Russia Uses Deception to Recruit African Students to Fight in Ukraine », in *International Security and Estonia 2026*, Tallinn, Estonian Foreign Intelligence Service, 2026, disponible sur : <https://raport.valisluureamet.ee>.

La précédente *Note*²² avait mis en évidence une autre catégorie d'engagés volontaires : ceux qui, depuis leur pays, ont voulu sciemment s'engager dans l'armée russe. Mais aucun d'entre eux ne figurait parmi les prisonniers interviewés. Deux hypothèses sur leur absence sont envisageables : soit il n'y en avait pas au centre de détention, soit ils faisaient partie de ceux qui ont refusé d'être interviewés.

Zimbabwe et Madagascar : de nouveaux terrains de recrutement ?

C'est à partir de la fin de l'année 2025 que la rumeur de recrutements au Zimbabwe s'est répandue sur les réseaux sociaux. En 2026, des enquêtes journalistiques ont confirmé le recrutement de personnes au Zimbabwe, et des arrestations de recruteurs russes et zimbabwéens ont eu lieu²³. Au mois de mars de cette année, le ministre de l'Information a confirmé la mort de 18 Zimbabwéens au front²⁴. L'un des recruteurs russes a été interpellé à l'aéroport de Harare en compagnie de Zimbabwéens dont il avait organisé le voyage. Un autre a été interpellé à Harare après avoir envoyé plusieurs Zimbabwéens en Russie grâce à de fausses offres d'emploi. En 2026, des Zimbabwéens se rendant en Russie ont été interpellés en Afrique du Sud et en Tanzanie²⁵. Paradoxalement, alors que le Zimbabwe est le seul pays africain où des Russes ont été arrêtés pour trafic d'êtres humains, le gouvernement zimbabwéen observe un silence diplomatique sur ce problème²⁶.

Arrivé à Madagascar en décembre 2025, le service du renseignement militaire russe (GRU) a déployé ses instructeurs et pris en main la sécurité du nouveau président malgache, le colonel Michaël Randrianirina. Ce partenariat sécuritaire a rapidement donné lieu à de nombreuses visites bilatérales, dont celle du président et de son Premier ministre en Russie, ainsi qu'à des accords dans de nombreux domaines. L'African Initiative, organe d'influence russe, s'est implantée à Madagascar, et une Maison Russe vient d'y ouvrir ses portes²⁷. Simultanément, une campagne de recrutement d'ouvrières pour le complexe militaro-industriel d'Alabuga a eu lieu²⁸. Mais le plus inquiétant est la présence de Malgaches au sein de l'armée russe, présence confirmée par l'ambassade de Russie à Madagascar²⁹.

22. T. Vircoulon et H. Givone, « La politique russe de recrutement de combattants et d'ouvrières en Afrique subsaharienne », *op. cit.*

23. « Russia-Ukraine War | CITE Probes Recruiters Network in Southern Africa », SABC News, 2 mars 2026, disponible sur : www.youtube.com.

24. L. B. Harris, « Zim Arrests Russia Recruiters, Struggles to Repatriate Deceased », CITE Zimbabwe, 3 août 2026, disponible sur : <https://cite.org.zw>.

25. S. Ekanem, « South Africa Linked to Russian Military Recruitment Cases as 6 Zimbabweans Plead Guilty », Business Insider Africa, 9 octobre 2026, disponible sur : <https://africa.businessinsider.com> ; « Russia Targets Zimbabwean Youth to Fight Against Ukraine », *The Zimbabwean*, 16 octobre 2026, disponible sur : www.thezimbabwean.co.

26. Entretien téléphonique de l'auteur avec un journaliste, Harare, septembre 2026.

27. Sur le développement de la présence russe à Madagascar, lire : « Madagascar : l'offensive tous azimuts du GRU pour accéder à l'océan Indien », All Eyes on Wagner, 23 septembre 2026, disponible sur : <https://alleyesonwagner.org>.

28. N. Rakotobe, « Emploi en Russie : des secteurs clés s'ouvrent à la jeunesse malgache », *Midi Madagasikara*, 26 mai 2026, disponible sur : <https://midi-madagasikara.mg>.

29. « Faux. Il n'y a aucun accord entre Madagascar et la Russie pour envoyer des soldats combattre en Ukraine », Studio Sifaka, 7 septembre 2026, disponible sur : www.studiosifaka.org.

Les recrues étrangères sont utilisées comme « chair à canon »

Les Africains recrutés en Russie suivent une formation militaire de deux mois, tandis que ceux recrutés dans leur pays reçoivent une formation plus sommaire, de trois semaines au maximum. Encadrées par des instructeurs militaires, les recrues effectuent un premier séjour dans des camps en Russie puis un second dans des camps proches du front, dans le Donbass. Ils apprennent l'usage des armes en vigueur dans l'infanterie russe, de la radio et des notions de base d'orientation (compas, etc.³⁰).

Les recrues étrangères ne sont pas regroupées mais au contraire dispersées entre plusieurs camps. Les recrues de même nationalité sont généralement séparées. Elles sont aussi parfois privées de leur téléphone mobile et de leurs papiers d'identité. Ces mesures visent à réduire les risques de mutinerie. Il s'agit d'éviter les contacts avec l'extérieur et la formation de groupes solidaires sur une base nationale qui pourraient se rebeller. Ainsi un groupe de 11 Kenyans dans le premier camp d'entraînement a été divisé en deux groupes pour la suite de sa formation. Les Africains se retrouvent alors en compagnie d'Asiatiques, de Sud-Américains et d'Arabes. Le contrôle des recrues repose sur leur isolement et l'intimidation. Des simulacres d'assassinats ont même été mentionnés. Néanmoins, certaines recrues seraient parvenues à s'échapper de ces camps³¹.

Après cette formation militaire sommaire, ils sont affectés à des travaux (construction de tranchées et d'abris souterrains) puis déployés en première ligne dans la *kill zone*³². Ils sont envoyés par petits groupes (cinq hommes maximum) sur la ligne de front. Positionnés dans des tranchées ou des abris de fortune, ils doivent signaler les mouvements ennemis par radio.

Outre leur rôle de renseignement au plus près de l'ennemi, ils participent aussi à des attaques contre des positions ukrainiennes, notamment les « assauts de viande » – expression désignant des attaques particulièrement coûteuses en vies humaines.

Déployés en première ligne, ces soldats subissent les pires conditions de combat. Frappés par les drones et l'artillerie ennemis ou victimes de mines, ils peuvent se retrouver coupés de leur unité, sans moyen de communication, ni vivres, ni médicaments. Difficilement accessibles, les blessés qui ne peuvent pas recevoir de l'aide par drones sont abandonnés à leur sort³³. En

30. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026.

31. *Ibid.*

32. La *kill zone* qui sépare les deux armées peut mesurer jusqu'à 50 kilomètres de large. Dans cet espace scruté par des moyens aériens et satellitaires, les frappes sont incessantes. Entretien de l'auteur avec un membre du Centre pour la coordination du traitement des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, juin 2026. Voir aussi L. Lazo, « "Pendant deux jours, j'ai tiré le corps d'un mort" : dans la "kill zone", les soldats ukrainiens vivent sous la menace permanente des drones russes », France Info, 8 juillet 2026, disponible sur : www.franceinfo.fr.

33. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026.

août 2026, les autorités ukrainiennes avaient dénombré 486 Africains tués au combat – le plus grand nombre de tués étant de nationalité kenyane, camerounaise, ghanéenne et gambienne³⁴. La plupart des prisonniers interviewés avaient vu leurs binômes tués ou grièvement blessés et avaient eux-mêmes été blessés. La durée entre leur déploiement au front et leur capture ou leur mort est d'ailleurs courte. Parmi les interviewés, le déploiement le plus long sur le front avant la capture était de trois mois ; le plus court était de dix jours. Pour ces prisonniers de guerre, leur capture a été la fin d'une expérience traumatisante durant laquelle ils ont vu la mort de près et subi de graves traumatismes physiques. Peu parlent de leur expérience au front sans verser de larmes³⁵.

Civils, la majorité des recrues étrangères ont une valeur militaire limitée. Même ceux qui étaient militaires dans leur pays n'ont guère plus de chances de survie. En effet, avoir été militaire ne signifie pas avoir connu l'épreuve du feu ; et ceux qui ont été au feu dans des guerres africaines n'ont pas la formation requise pour une guerre des tranchées menée avec les technologies les plus modernes du XXI^e siècle. Leur espérance de vie étant réduite, les recrues africaines sont utilisées comme chair à canon pour permettre à l'armée russe de tenir un front désormais long de 1 250 kilomètres³⁶.

Estimation officielle des recrutements et des pertes par des gouvernements africains³⁷

Pays	Estimation de recrutés	Estimation de morts	Estimation de disparus
Kenya	252	10	16
Ghana	272	62	15
Zimbabwe	81	18	
Cameroun		16	

34. Information du ministère ukrainien des Affaires étrangères. Ce chiffre contraste fortement avec les estimations officielles des gouvernements africains présentées dans le tableau ci-dessous.

35. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026.

36. H. Arhirova et B. Hatton, « La ligne de front s'étend maintenant sur 1 250 kilomètres en Ukraine, selon Kyiv », *L'Actualité*, 26 septembre 2025, disponible sur : <https://lactualite.com>.

37. Ces chiffres proviennent de déclarations orales ou de communiqués de presse émanant des gouvernements mentionnés dans le tableau.

Les problèmes humains, diplomatiques et politiques créés par les recrutements en Afrique

Les recrutements pour l'armée russe en Afrique posent des problèmes humains, diplomatiques et de politique intérieure. Outre la souffrance des familles des morts au front, les prisonniers africains interviewés sont dans une situation inédite. Bien que considérés comme des prisonniers de guerre, ils ne font pas partie des échanges de prisonniers entre Kiev et Moscou et, à quelques exceptions près, ils ne semblent pas être réclamés par leurs propres gouvernements. Leur avenir est donc très incertain et ils en sont conscients. En outre, la méthode diplomatique pour faire cesser les recrutements et obtenir le rapatriement des Africains servant dans l'armée russe varie entre diplomatie publique et diplomatie secrète. Enfin, les recrutements russes ne posent pas seulement un problème de politique étrangère mais aussi un problème de politique intérieure pour certains pays africains.

Après leur capture, le devenir incertain des prisonniers africains

D'après leurs témoignages, les conditions de capture des combattants africains sont assez similaires. Blessés, certains sont partis en direction des lignes ukrainiennes ; d'autres ont été interceptés en essayant de regagner les lignes russes ; et d'autres encore étaient complètement perdus et erraient sans savoir où ils allaient. L'armée ukrainienne s'efforce de capturer le plus de prisonniers possible, aussi bien à des fins de renseignement que pour récupérer ses combattants dans le cadre d'échanges de prisonniers³⁸. En ce sens, elle incite les combattants de l'armée russe à la désertion par le biais des réseaux sociaux³⁹.

38. Des échanges de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine ont eu lieu depuis le début du conflit. Ils sont généralement négociés par des pays qui jouent le rôle d'intermédiaires entre Moscou et Kiev. Voir « La Russie et l'Ukraine échangent 103 prisonniers de guerre de chaque camp, selon Moscou », France Info, 19 août 2026, disponible sur : www.franceinfo.fr ; B. Tassart, « Guerre en Ukraine : nombre, conditions de détention, échanges... tout savoir sur les prisonniers du conflit », RTL, 19 mars 2025, disponible sur : www.rtl.fr.

39. Entretien de l'auteur avec un membre du Centre pour la coordination du traitement des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026 ; « I Want to Live », projet du Quartier général de coordination pour le traitement des prisonniers de guerre, avec le soutien du ministère ukrainien de la Défense et du renseignement de défense ukrainien, disponible sur : <https://hochuzhit.com>.

Une fois capturés, les prisonniers sont identifiés, interrogés et maintenus dans des caches souterraines en attendant d'être exfiltrés de la *kill zone*, conformément à l'article 19 de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre de 1949. Cette évacuation peut prendre plusieurs jours, voire plusieurs semaines, selon les combats⁴⁰. Les blessés reçoivent les premiers soins avant d'être transférés dans un hôpital pour des soins plus approfondis, si nécessaire. Ils transitent par plusieurs camps avant d'arriver au centre de détention où ont eu lieu les entretiens. Cette prison accueille à la fois des prisonniers russes et étrangers, mais elle doit, à terme, accueillir uniquement des combattants non russes⁴¹. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des organisations de défense des droits de l'homme leur rendent visite et s'assurent du respect des droits des prisonniers de guerre⁴². Il leur est ainsi permis de communiquer par courrier avec leurs familles. Par ailleurs, les autorités ukrainiennes autorisent aussi des visites de journalistes⁴³. Dans le camp, les détenus ont la possibilité de faire du sport et de travailler (jardinage, manutention, etc.).

La distinction entre ceux recrutés en Afrique et ceux recrutés en Russie se reflète dans leurs espoirs de libération.

- Les premiers se décrivent comme les victimes d'un piège et espèrent l'indulgence pour leur « erreur », c'est-à-dire pour s'être laissé bernier et embrigader dans l'armée russe. Ils placent leur espoir de libération dans la fin de la guerre – tout en étant conscients que son horizon est très incertain – ou/et dans l'intervention de leur gouvernement⁴⁴. Le ministre des Affaires étrangères du Ghana s'est en effet rendu dans ce centre de détention pour rencontrer ses concitoyens prisonniers et a demandé la libération des citoyens ghanéens détenus en Ukraine⁴⁵. Certains prisonniers savent que, dans leur pays, des organisations de la société civile et leurs familles plaident leur cause auprès des autorités⁴⁶. Mais comme la libération des prisonniers ghanéens n'a pas eu lieu, la pertinence de l'intervention gouvernementale reste sujette à caution.
- Les engagés volontaires en Russie se présentent comme des citoyens russes et assument leur choix. Interrogés sur la délivrance de papiers d'identité russes, ils restent vagues et confondent parfois les documents militaires qu'ils ont reçus avec l'octroi de la nationalité. En se présentant

40. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers et un membre du Centre pour la coordination du traitement des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026.

41. *Ibid.*

42. *Ibid.*

43. E. Pierson, « Les combattants africains de Poutine pris au piège en Ukraine : le récit de l'envoyée spéciale du *Figaro* », *Le Figaro*, 17 août 2026, disponible sur : www.lefigaro.fr.

44. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026.

45. « Le chef de la diplomatie ghanéenne à Kiev demande la libération de deux prisonniers de guerre ghanéens », RFI, 26 février 2026, disponible sur : www.rfi.fr.

46. Dans plusieurs pays, des organisations de la société civile se mobilisent sur ce problème. On peut citer les collectifs de familles des victimes au Ghana, ainsi que les organisations Vocal Africa au Kenya et « Ramenez nos fils et nos frères » au Cameroun. Voir « Cameroun : un collectif alerte sur les "recrutements" de jeunes aux côtés de l'armée russe », RFI, 29 août 2026, disponible sur : www.rfi.fr.

comme des citoyens russes, ils pensent ainsi pouvoir faire partie des échanges de prisonniers de guerre entre Moscou et Kiev. Et, de surcroît, une fois en Russie, ils espèrent que le contrat signé avec le ministère de la Défense sera respecté – salaire et indemnisation financière pour les blessés notamment⁴⁷. Contrairement aux apparences, leur désir de retour en Russie n'est pas un signe de conviction politique ou militaire mais incarne plutôt l'espoir de ne pas avoir souffert pour rien et d'en retirer le profit matériel escompté. Cependant, jusqu'à présent, aucun prisonnier de guerre africain n'a été inclus dans les échanges de prisonniers entre Kiev et Moscou⁴⁸.

La différence de perspectives entre ces deux catégories de recrues s'explique par leurs modalités de recrutement différentes : si les uns étaient volontaires, les autres ont été dupés et ne peuvent donc pas faire confiance à leurs mystificateurs. S'ils n'ont pas tous la même approche pour sortir de prison, tous les prisonniers refusent l'étiquette de « mercenaires », qu'ils savent infamante et qui réduirait peut-être à néant leur perspective de libération. Les prisonniers de guerre africains devinent que leur sort est lié à des discussions secrètes entre gouvernements⁴⁹. Depuis la révélation de la politique de recrutement russe, les gouvernements concernés ont réagi et échangent discrètement.

Le rapatriement des combattants et des prisonniers : diplomatie publique versus diplomatie secrète

Jusqu'à présent, seuls trois gouvernements africains ont publiquement contacté les autorités russes afin de mettre un terme aux recrutements. L'Afrique du Sud, le Ghana et le Kenya ont, en effet, officiellement demandé aux autorités russes d'arrêter les recrutements sur leur territoire et de rapatrier leurs concitoyens. Le ministre des Affaires étrangères du Kenya s'est même rendu en Russie où il a rencontré des Kenyans blessés et a obtenu le retour d'une trentaine de ses concitoyens enrôlés dans l'armée russe. Moscou a également rapatrié 15 Sud-Africains envoyés en Russie par l'intermédiaire de l'une des filles de l'ex-président Jacob Zuma⁵⁰. Des gouvernements africains discutent de ce problème avec Kiev et Moscou, mais seul le ministre des Affaires étrangères du Ghana s'est rendu dans les deux capitales à ce sujet⁵¹. Les responsables diplomatiques des pays africains optent soit pour une communication *mezzo forte* (demande publique de

47. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, Ukraine, juin 2026.

48. Entretien de l'auteur avec un membre du Centre pour la coordination du traitement des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, juin 2026.

49. Entretiens de l'auteur avec des prisonniers de guerre, camp de prisonniers, juin 2026.

50. « 11 SA Men Stranded in Russia Arrive Home », *op. cit.*

51. F. Dappah « Ukraine : Ghana Presses Russia to End Recruitment of Nationals », *The African Courier*, 23 août 2026, disponible sur : www.theafricancourier.de ; « La Russie et le Ghana cherchent à renforcer leurs liens diplomatiques et économiques », RFI, 19 août 2026, disponible sur : www.rfi.fr.

rapatriements et d'arrêt des recrutements, campagne d'information contre les fausses offres d'emploi en Russie, etc.), soit pour une communication *mezzo piano* (campagne d'information contre les fausses offres d'emploi en Russie, contacts discrets avec les autorités russes), soit pour le silence⁵². Dans le paysage diplomatique africain, le Kenya, le Ghana et l'Afrique du Sud font donc figure d'exceptions en ayant choisi la diplomatie publique sur ce sujet. La plupart des autres gouvernements préfèrent maintenir la plus grande discrétion dans leurs contacts avec Moscou et Kiev.

Au début de l'année 2026, soucieux de ne pas provoquer de querelle diplomatique, le pouvoir russe a assuré arrêter les recrutements et a rapatrié quelques Africains aux gouvernements les plus pressants publiquement (une quarantaine au Kenya et 15 en Afrique du Sud⁵³). Mais le régime russe n'a pas été au-delà de ce premier geste de bonne volonté et a refusé de financer le rapatriement des Africains, qu'ils soient vivants ou morts⁵⁴. Les familles des combattants africains demandent non seulement que leurs proches leur soient rendus mais que les dépouilles des morts au combat soient rapatriées afin de procéder aux funérailles. À ce sujet, Moscou a opposé une fin de non-recevoir⁵⁵. Face aux accusations de recrutement abusif qu'elles ne peuvent nier compte tenu des preuves abondantes et témoignages irréfragables qui circulent sur le Net, les autorités russes répondent qu'il s'agit de recrutements non officiels effectués à leur insu et se déclarent prêtes à « travailler ensemble [avec les gouvernements africains] pour mettre fin aux recrutements illégaux⁵⁶ ». Elles insistent aussi sur le fait que les étrangers qui sont dans les rangs de l'armée russe sont des volontaires⁵⁷. Après quelques libérations symboliques, Moscou temporise et n'a pas suspendu les contrats militaires des Kenyans, des Sud-Africains et des Ghanéens, malgré la demande de leurs gouvernements respectifs. Par ailleurs, si rien ne garantit que les recrutements cessent vraiment dans ces pays, il y a des preuves qu'ils continuent ailleurs en Afrique⁵⁸.

De leur côté, les autorités ukrainiennes ont évidemment pour objectif de les faire cesser. À cette fin, elles comptent à la fois sur la coopération des gouvernements africains et sur la communication publique. Kiev a ainsi

52. M. B. Sallama, « Silence and Statements: How African Governments Are Responding to Russia's Recruitment of Their Citizens », *Modern Ghana*, 28 août 2026, disponible sur : www.modernghana.com.

53. « Russia Rules Out Compensation for Kenyans in Its Military », *op. cit.*

54. *Ibid.*

55. Jusqu'à présent, la seule dépouille rapatriée de Russie est celle d'un Sud-Africain mort en prison, dont le rapatriement a été financé par les autorités sud-africaines. Voir « Remains of South African Man Who Died in Russia Return Home », *Newzroom Afrika*, 14 juin 2026, disponible sur : www.youtube.com.

56. M. M. Dzawu, « Ghana and Russia Seek to End Illegal Recruitment of Mercenaries », *Bloomberg*, 17 août 2026, disponible sur : www.bloomberg.com ; « La Russie et le Ghana cherchent à renforcer leurs liens diplomatiques et économiques », *RFI*, 19 août 2026, disponible sur : www.rfi.fr.

57. « Russia Rules Out Compensation for Kenyans in Its Military », *op. cit.*

58. Voir l'encart sur le Zimbabwe et Madagascar, page 12 de cette *Note*.

étouffé son réseau diplomatique en Afrique subsaharienne⁵⁹ et est disposée à aider les gouvernements africains à stopper ces recrutements en leur fournissant des renseignements⁶⁰.

Mais outre la coopération bilatérale, les autorités ukrainiennes misent sur la communication stratégique. D'une part, elles diffusent de nombreuses interviews de prisonniers de guerre africains sur les réseaux sociaux afin d'informer et de dissuader les candidats au départ. D'autre part, elles exposent les réseaux mondiaux de recrutement de l'armée russe via un site web dédié à cette problématique⁶¹. Ce dernier, conçu par le Centre de coordination pour le traitement des prisonniers de guerre, en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères, fournit l'identité de recruteurs russes et étrangers, les routes de transit, les méthodes de recrutement, etc. Il permet aussi à des tiers de signaler des recrutements et aux familles de combattants étrangers de savoir si ces derniers sont prisonniers en Ukraine ou figurent parmi les tués au combat identifiés par l'armée ukrainienne. En diffusant publiquement ces renseignements, les autorités ukrainiennes espèrent inciter les autorités des pays africains à démanteler des réseaux de recrutement et à éviter que les candidats à la migration ne tombent dans le piège de la fausse offre d'emploi.

La politisation du problème des recrutements russes

Au-delà de ce que révèlent en creux les recrutements d'Africains par le pouvoir russe sur certains gouvernements africains (désintérêt pour la question migratoire, politique d'encouragement à l'émigration ou de laisser-faire, faiblesse des organes de sécurité, diplomatie passive, etc.), cette pratique impacte d'ores et déjà la scène politique intérieure de certains pays au sud du Sahara. Dans les pays africains, les recrutements de l'armée russe produisent des effets favorables ou défavorables au gouvernement en place – et cela ne fait sans doute que commencer.

Au Kenya, le ministre du Travail et ex-ministre des Affaires étrangères, Alfred Mutua, est soupçonné d'être impliqué dans ces recrutements par le biais de certaines agences de placement internationales qui lui appartiennent. Le seul fait que le ministre du Travail ait été à la tête de ce type d'entreprises paraît constituer un conflit d'intérêts évident. Déjà mis en

59. Sur les 14 représentations diplomatiques ukrainiennes en Afrique subsaharienne, 8 ont été ouvertes depuis 2022. Il y a maintenant des représentations diplomatiques ukrainiennes dans les pays suivants : Ghana, Côte d'Ivoire, Nigeria, Kenya, Éthiopie, République démocratique du Congo, Mozambique, Botswana, Afrique du Sud, Sénégal, Rwanda, Tanzanie, Angola, Mauritanie. Voir « Maksym Subkh Had a Meeting with Ambassador of Great Britain Martin Harris », Ministry of Foreign Affairs of Ukraine, 28 novembre 2024, disponible sur : <https://mfa.gov.ua>.

60. Entretien téléphonique de l'auteur avec un représentant du ministère des Affaires étrangères ukrainien, juin 2026.

61. *Stop Russian Recruiters*, disponible sur : <https://stoprussianrecruiters.org>.

cause dans un scandale d'émigration de Kenyans dans les pays du Golfe⁶², il est à nouveau suspecté d'avoir fait la promotion d'emplois en Russie⁶³. En 2025, il a été convoqué et interrogé par le Sénat et est sous le feu des critiques des organisations de la société civile et des familles⁶⁴. Mais au-delà de sa personne, les recrutements russes jettent le doute sur l'une des politiques phares du gouvernement Ruto – le programme gouvernemental de migration de travail « Kazi Majuu⁶⁵ ». Comme dans le cas des pays du Golfe, le gouvernement ne semble pas avoir été capable d'éviter les abus et dérives de cette politique, ce qui lui est déjà publiquement reproché⁶⁶. L'affaire des recrutements russes constitue donc un argument de plus pour les détracteurs du régime.

En Afrique du Sud, le scandale des recrutements russes est plutôt favorable au gouvernement. En 2025, 17 militants d'*uMkhonto we Sizwe* (MK), le parti de l'ex-président Jacob Zuma, désormais opposant au Congrès national africain (ANC), ont été envoyés en Russie pour être formés comme gardes du corps. Ils y ont été accueillis par l'une des filles de l'ex-président (Duduzile Zuma-Sambudla) avant de se retrouver dans l'armée russe. Comme ils semblent avoir été trompés par leurs propres leaders politiques, le parti au pouvoir (l'ANC) s'est efforcé d'en profiter en insistant sur la responsabilité de MK dans cette sombre affaire. Le procès de la fille de Jacob Zuma n'a pas encore débuté mais il promet d'être très suivi en Afrique du Sud et doit être replacé dans le cadre de l'antagonisme entre l'ANC et MK⁶⁷. Ayant été effectués sur une base politique, les recrutements russes risquent d'embarrasser Jacob Zuma, le plus russophile des politiciens sud-africains.

62. A. L. Dahir et J. Scheck, « Kenyan Workers Get Abused Abroad: The President's Family and Allies Profit », *The New York Times*, 14 novembre 2025, disponible sur : www.nytimes.com.

63. « Kenyan Minister Accused of Role in Recruiting Civilians to Fight for Russia », *Africanews*, 28 juin 2026, disponible sur : www.africanews.com.

64. « Families of Kenyans Fighting for Russia in Ukraine Petition Parliament », *Africanews*, 6 mars 2026, disponible sur : www.africanews.com.

65. Il s'agit d'un programme de travail basé sur des accords bilatéraux entre le Kenya et le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ces accords sont maintenant remis en cause, les États du Golfe étant actuellement en train d'expulser plusieurs milliers de Kenyans. Voir T. Cerullo, « Kenyans Face Deportation as Three Gulf Nations Intensify Crackdown », *Kenyans.co*, 5 septembre 2026, disponible sur : www.kenyans.co.ke.

66. Entretien téléphonique de l'auteur avec un journaliste, Nairobi, juillet 2026.

67. S. Masilela, « Duduzile Zuma-Sambudla Trial Set to Resume in October over Alleged Role in July unrest », *Independent Online (IOL)*, 14 août 2026, disponible sur : <https://iol.co.za>.

Conclusion

Les problèmes humains, diplomatiques et politiques précédemment exposés conduisent à s'interroger sur l'évolution de la politique russe de recrutement en Afrique et sur les réponses des gouvernants africains soucieux de lutter contre ce problème.

La migration d'études : l'autre piège

Jusqu'à présent, ce sont surtout les recrutements grâce à des offres d'emploi fallacieuses qui ont été dévoilés. Les migrants de travail apparaissent comme la principale cible. Mais comme le révèle la présence d'anciens étudiants parmi les prisonniers de guerre, les étudiants étrangers en Russie constituent un vivier de recrutement potentiel de combattants étrangers non négligeable pour l'armée russe⁶⁸. En effet, ils sont jeunes, en bonne santé, quotidiennement soumis à la propagande russe et très sensibles à la perspective d'obtenir la nationalité russe et un salaire incomparable à ce qu'ils pourraient gagner dans leur pays. En 2024, les autorités russes affirmaient accueillir 35 000 étudiants africains sur un total de 355 000 étudiants étrangers⁶⁹. La coopération aux niveaux universitaire et culturel se poursuit malgré la guerre. De nouveaux centres culturels russes, appelés « Maisons russes » et dépendants de l'agence gouvernementale Rossotrudnitchestvo, ont été ouverts en Afrique (Madagascar, Comores, etc.) et œuvrent, entre autres, à la sélection des boursiers africains. Des investigations informatiques montrent qu'au Cameroun il y a environ 40 recherches en ligne par mois pour étudier en Russie de manière générale, et 20 spécifiquement pour des études de médecine⁷⁰. Les autorités russes ont pour objectif d'accueillir 500 000 étudiants étrangers en 2030. Pour y parvenir, elles prévoient de maintenir environ 30 000 bourses publiques destinées aux étudiants internationaux chaque année⁷¹. En attirant des étudiants étrangers de manière constante, les autorités russes maintiennent un vivier de recrues potentielles pour leur armée, qui s'élève à plusieurs milliers de jeunes chaque année. Les autorités universitaires africaines et les

68. « Russia Uses Deception to Recruit African Students to Fight in Ukraine », *op. cit.* ; A. L. Osipian, « Why Are Russian Universities Pushing African Students to Fight in Ukraine? », *Times Higher Education*, 12 décembre 2022, disponible sur : www.timeshighereducation.com.

69. « Bloomberg : la Russie recrute dans son armée des étudiants et des travailleurs d'Afrique », Radio Svoboda, 9 juin 2024, disponible sur : www.svoboda.org ; « Government Announces "Packages" to Attract Foreign Students », *University World News*, 23 octobre 2024, disponible sur : www.universityworldnews.com.

70. Analyse de réseaux par un informaticien, Ukraine, septembre 2026.

71. A. Lefébure, « Russie : les étudiants étrangers au cœur d'une nouvelle stratégie internationale », *The Conversation*, 18 août 2026, disponible sur : <https://theconversation.com>.

étudiants doivent être conscients de ce risque. Une politique de prévention, spécialement élaborée pour ce public, est à inventer.

L'évolution des réponses contre les recrutements

En raison des besoins importants de combattants qu'implique la stratégie militaire russe, la probabilité que Moscou se prive de cette source de « main-d'œuvre » reste très faible. Face à la poursuite des recrutements, certains gouvernements africains n'auront d'autre choix que de renforcer la vigilance policière contre les réseaux de recrutement, voire de saisir la Cour internationale de Justice (CIJ) contre la Russie pour trafic d'êtres humains, si cela relève de sa compétence. En effet, la pression exercée par la société civile sur les autorités gouvernementales dans certains pays africains peut s'avérer efficace. Même dans un régime aussi autocratique et pro-russe que l'Ouganda, les autorités sont obligées de recevoir et d'écouter les familles dont les membres sont piégés en Russie⁷².

La surveillance policière des réseaux de recrutement a déjà porté ses fruits dans certains pays africains où des arrestations ont eu lieu et des procès sont en cours (Afrique du Sud, Kenya, Zimbabwe⁷³). Les aéroports doivent faire l'objet d'une surveillance particulière. Au Togo et au Kenya, la police à l'aéroport interdit le départ à ses citoyens titulaires d'un visa russe. Au Botswana et au Zimbabwe, des candidats ont récemment été interceptés par la police à l'aéroport⁷⁴. Ces mesures peuvent être complétées par des sanctions administratives et pénales à l'encontre des organismes servant de relais pour les recrutements (agences de voyages, centres culturels et religieux russes⁷⁵, etc.). Les recruteurs russes identifiés mais non arrêtés pourraient faire l'objet de demandes d'arrestation de la part des autorités des pays où ils ont recruté. À la demande de ces autorités, ces individus pourraient être visés par des notices rouges d'Interpol, c'est-à-dire des demandes internationales d'arrestation provisoire adressées à tous les services de police membres d'Interpol. Lors d'un voyage à l'étranger, ils pourraient être arrêtés, ce qui entraverait leur mobilité. Par ailleurs, outre les aéroports des pays d'origine, les trois principaux aéroports de transit sont clairement identifiés (Dubai, Istanbul et Addis-Abeba). De ce fait, l'analyse des listes de passagers qui se rendent en Russie à partir de ces trois aéroports peut permettre d'identifier les recrues potentielles, d'en évaluer le nombre, voire de les alerter.

72. C. Etukuri, « Kadaga Moves to Help Families of Victims Trafficked to Russia », New Vision, 16 août 2026, disponible sur : www.newvision.co.ug.

73. « Guerre en Ukraine : il a enrôlé de force 1 000 Kényans dans l'armée russe, "le cerveau de l'opération" arrêté », *Le Parisien*, 26 février 2026, disponible sur : www.leparisien.fr.

74. M. M. Dzawu, « Botswana Halts Russian Army Recruits at Local, Foreign Airports », Bloomberg, 21 août 2026, disponible sur : www.bloomberg.com.

75. S. Vakulina et A. Brezar, « Moscow Uses "Russian Houses" in Africa to Lure Recruits into War in Ukraine, Investigation Shows », Euronews, 18 juin 2026, disponible sur : www.euronews.com.

La justice internationale et nationale a aussi un rôle à jouer. Tant malmenée de nos jours, la justice internationale pourrait servir de chambre d'écho pour lutter contre les recrutements abusifs. Selon le Protocole de Palerme adopté par l'Organisation des Nations unies en 2000 pour prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, et qui complète la Convention des Nations unies contre le crime organisé, la tromperie et la coercition sont les deux éléments qui permettent de qualifier le trafic d'êtres humains. Or, de nombreuses enquêtes démontrent que la politique russe de recrutement repose sur la tromperie et la coercition. La Russie ainsi que la plupart des pays africains ayant ratifié le Protocole de Palerme⁷⁶, la CIJ pourrait être saisie par un État s'estimant lésé. Cet État pourrait demander un avis consultatif à la CIJ sur la qualification des faits en droit international avant même de déposer une requête.

En ce qui concerne les prisonniers de guerre, les États d'origine qui ont criminalisé le mercenariat pourraient demander leur extradition afin de les juger. Cela permettrait leur retour au pays, de faire public le sort des mercenaires amateurs et, peut-être, de dissuader des candidats au départ⁷⁷.

Jusqu'à présent, la politique de recrutement russe en Afrique ne semble pas avoir un grand impact sur les relations russo-africaines, même si le nombre de chefs d'État et de gouvernement qui devraient participer au prochain sommet de Moscou devrait diminuer par rapport à celui de Saint-Petersbourg en 2023. Les raisons de cette désaffection sont à rechercher ailleurs.

76. La Russie a ratifié le protocole en 2004 et la quasi-totalité des 54 États membres de l'Union africaine l'a également ratifié. Voir « Russia: Trafficking of Foreign Nationals to Fight in Ukraine », Amnesty International, 10 septembre 2026, disponible sur : www.amnesty.org.

77. À ce titre, les autorités sud-africaines ont décidé de poursuivre leurs concitoyens rapatriés de Russie pour violation de la loi interdisant le mercenariat. Voir « Legal Trouble Awaits SA Men Returning from Russia-Ukraine War », eNCA, 25 février 2026, disponible sur : www.enca.com.

Annexe

Le nombre d'étrangers combattant dans l'armée russe tués sur le front a fait l'objet de plusieurs estimations qui sont globalement similaires. Le tableau ci-dessous résume ces diverses estimations en mentionnant leur origine et leur méthodologie.

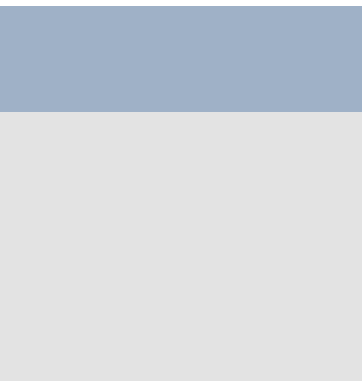
Source	Estimation des morts étrangers	Méthodologie
BBC et Mediazona⁷⁸	Au moins 3 586-3 589.	Noms vérifiés par des avis officiels, la presse, les réseaux sociaux, des monuments et des photographies de tombes. Il s'agit d'un minimum documenté pour la période 2022-mi-2026, et non d'une estimation statistique exhaustive.
Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et Truth Hounds⁷⁹	Au moins 3 388 morts confirmées ; plus de 5 000 pertes estimées.	Rapport publié en avril 2026, fondé principalement sur des données ukrainiennes et des recherches de terrain. Les « pertes » incluent vraisemblablement des morts, blessés, disparus ou capturés.
Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP)⁸⁰	Au moins 1 399.	Données ukrainiennes communiquées à l'OCCRP, pour une période antérieure et avec un périmètre plus restreint.
Autorités ukrainiennes⁸¹	Plus de 5 000.	Données du Centre de coordination ukrainien pour le traitement des prisonniers de guerre et du ministère des Affaires étrangères d'Ukraine pour la période 2022-octobre 2026.

78. « Over 3,500 Foreign Nationals Killed Fighting for Russia in Ukraine, BBC Finds », Meduza, 10 juillet 2026, disponible sur : <https://meduza.io>.

79. « Combatants, Mercenaries or Victims of Human Trafficking Russia's Exploitation of Foreign Fighters in Its War Against Ukraine », FIDH, Truth Hounds, avril 2026, disponible (PDF) sur : www.fidh.org.

80. S. Pathirana, « Ukraine Says Russia Recruited 24 000 Foreign Fighters, about Half from Asia », OCCRP, 5 mars 2026, disponible sur : www.occrp.org.

81. « Stop Russian Recruiters », *op. cit.*



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org